

OUGANDA

Les autorités ougandaises doivent intervenir dès maintenant pour mettre fin aux massacres en République démocratique du Congo

Index AI : AFR 59/002/01

Aujourd'hui (mercredi 24 janvier 2001), Amnesty International s'est déclarée vivement préoccupée par la sécurité des civils de la région de l'Ituri, dans le nord-est de la République démocratique du Congo (RDC), après qu'au moins 200 civils eurent été tués dans la ville de Bunia, au cours de récents affrontements entre membres des ethnies lendu et hema. Les forces armées ougandaises, qui contrôlent la ville, n'ont rien fait pour empêcher nombre de ces homicides, alors qu'elles étaient apparemment en mesure d'intervenir.

« Les dernières tueries et le climat de méfiance exacerbée qui s'instaure de nouveau dans la région indiquent que les violences interethniques sont en passe de s'intensifier, et qu'elles pourraient déboucher de nouveau sur des pertes massives de vies humaines parmi la population civile, a souligné avec inquiétude Amnesty International.

« La région étant placée de fait sous le contrôle de l'État ougandais, il lui incombe clairement d'agir impartialement afin de protéger les vies des civils et d'empêcher une nouvelle escalade de la violence. La communauté internationale doit, elle aussi, prendre les mesures qui s'imposent au vu de l'ampleur et de la gravité de ce conflit, et jouer un rôle plus actif en vue de mettre fin aux violences commises contre les civils », a ajouté Amnesty International.

D'après les informations recueillies, au moins 150 civils lendu ont été tués par des groupes armés de civils hema, qui ont attaqué des quartiers de Bunia tout au long de la journée du 19 janvier. Les victimes, parmi lesquelles figuraient des femmes et des enfants, auraient été tuées à coups de machette et décapitées dans certains cas.

Nombre des corps ont été jetés dans des fosses d'aisance. Ce massacre a été perpétré en représailles à une attaque menée par un groupe armé composé de Lendu et de Ngiti, tôt dans la matinée, contre des positions militaires ougandaises et des zones d'habitation de la ville ; cette offensive aurait fait jusqu'à 50 morts parmi la population civile hema, tués au moyen de lances ainsi que d'arcs et de flèches, ou brûlés vifs à leur domicile. Au moins 60 assaillants lendu et ngiti auraient également perdu la vie au cours de cette première offensive, qui a été repoussée par l'armée ougandaise.

Amnesty International est tout particulièrement préoccupée par les informations indiquant qu'après avoir mis en déroute les assaillants lendu et ngiti, les forces ougandaises ne sont pas intervenues rapidement pour mettre fin au massacre de civils qui s'en est suivi à Bunia – alors que des personnalités locales et des organisations humanitaires internationales leur ont demandé de le faire à maintes reprises – voire qu'elles ont assisté aux atrocités sans réagir.

Au cours des dernières semaines, les violences interethniques entre Lendu et Hema dans les environs de Bunia ont fait de très nombreux morts et provoqué le déplacement de plusieurs milliers de civils. La région de l'Ituri est contrôlée par le gouvernement et les forces régulières de l'Ouganda, avec le soutien d'un groupe armé d'opposition récemment créé, le Front de libération du Congo (FLC).

Recommandations

Amnesty International appelle les autorités ougandaises, les dirigeants du FLC et la communauté internationale à prendre de toute urgence des mesures pour empêcher un nouveau bain de sang dans la région de l'Ituri.

L'organisation appelle les autorités ougandaises à indiquer dans un premier temps aux officiers qui assument le commandement des forces déployées à Bunia qu'il est de leur devoir d'agir

rapidement, efficacement et impartialement pour protéger les vies de tous les civils dans l'ensemble de la région. Les autorités ougandaises devraient en outre prendre les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des membres des organisations internationales humanitaires présents dans la région, et faciliter l'acheminement de l'aide. Par le passé, des organisations de ce type établies à Bunia ont en effet été menacées et attaquées par des groupes extrémistes.

Les autorités ougandaises et les dirigeants du FLC devraient également faire tout ce qui est en leur pouvoir pour apaiser ces tensions interethniques, en reprenant dans les plus brefs délais les efforts de médiation entre les communautés lendu et hema.

Amnesty International appelle la communauté internationale à exercer immédiatement des pressions sur le gouvernement ougandais afin qu'il enrayer la propagation de la violence dans la région, et qu'il soutienne activement les tentatives de réconciliation entre les deux ethnies. La communauté internationale devrait également mettre sur pied une commission d'enquête internationale, chargée de faire la lumière sur les violations du droit international humanitaire et les atteintes aux droits humains commises au cours du conflit entre Hema et Lendu, notamment sur les allégations selon lesquelles les forces ougandaises et leurs alliés ont été impliqués dans des atrocités.

Informations générales

Le conflit qui oppose les Hema aux Lendu a éclaté en juin 1999, en raison d'un litige foncier. Au cours des six mois qui ont suivi, des groupes armés hema se sont livrés à une campagne destinée à chasser les Lendu de leurs foyers dans la région de l'Ituri, riche en ressources minières. Au début de l'année 2000, d'après les estimations, ces affrontements avaient fait 7 000 morts parmi la population civile et provoqué le déplacement de plus de 180 000 personnes. Tout au long du conflit,

Amnesty International a recueilli des informations concordantes indiquant que les troupes ougandaises et leurs alliés soutenaient les Hema, et étaient impliqués dans des homicides et d'autres violences commises contre des Lendu.

Des tentatives de médiation, qui avaient semblé porter leurs fruits dans une certaine mesure, ont été remises en question par de récents bouleversements politiques au sein de l'opposition armée congolaise appuyée par l'Ouganda, ainsi que par l'arrestation et le transfert dans ce pays par l'armée ougandaise de l'ancien gouverneur de la province de l'Ituri, Ernest Uringi Padolo, ce mois-ci. Nombre d'observateurs considéraient que cet homme avait joué un rôle constructif dans les efforts de réconciliation entre les deux ethnies. Les autorités ougandaises n'ont pas révélé les motifs de son arrestation. ●

**Pour obtenir de plus amples
informations, veuillez contacter le
Service de presse d'Amnesty
International, à Londres, au +44 20 7413
5566 ou consulter notre site web :**
<http://www.amnesty.org>